

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/110

12 décembre 1996

(96-5291)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

BAHREIN

Déclaration de M. Ali Saleh Al-Saleh Ministre du commerce

C'est pour moi un honneur de prendre la parole devant vous à l'occasion de cette importante réunion et de transmettre au gouvernement et au peuple de Singapour les vœux de mon gouvernement qui les remercie d'avoir accueilli cette importante Conférence.

L'Accord de Marrakech a marqué un tournant en instituant une structure commerciale capable de contribuer au développement mondial et à la paix.

Mais nous devons avoir la force de mener cette tâche à bonne fin, de faire le surcroît d'effort nécessaire pour que le siècle prochain soit une époque faste pour l'humanité et l'environnement, et pour offrir aux générations futures un avenir paisible et prospère, notamment en assurant l'intégration complète des pays les moins avancés et des pays en développement dans l'économie mondiale.

Nous n'y parviendrons pas si nous nous dissimulons derrière la lettre des règles de l'OMC, si nous continuons à ériger des barrières pour servir nos intérêts économiques particuliers, et si nous persistons dans nos tentatives pour entraver le jeu de la concurrence. Le moment est venu d'être ouverts, sincères et honnêtes avec nous-mêmes et avec nos partenaires commerciaux.

Bahreïn est un petit Etat insulaire en développement qui fait tout son possible pour accéder au rang de pays développé, grâce à l'énergie et à la détermination de son peuple, en mettant en pratique ce que je viens de prêcher, en faisant preuve d'ouverture et en s'employant toujours plus activement à créer un climat propice à l'investissement étranger et au développement de l'activité économique.

Nous sommes en train de modifier nos lois pour garantir la transparence et pour les mettre en conformité avec les impératifs du marché et avec les obligations que nous assumons dans le cadre de l'OMC.

Mais nous sommes aussi réalistes: nous n'avancerons pas sans l'aide des pays qui détiennent la technologie dont nous avons besoin pour développer nos capacités industrielles et devenir compétitifs sur les marchés internationaux.

Les pays développés devraient admettre qu'il leur incombe d'aider les pays en développement, comme Bahreïn, par le biais des investissements directs et du transfert de technologie, afin de permettre à nos entreprises de devenir compétitives.

Nous savons, à Bahreïn, que cela ne se fera pas sans contrepartie. Nous reconnaissons qu'il nous appartient de créer un environnement propice à l'investissement étranger.

./.

Nous avons tous la capacité et la volonté d'être économiquement autonomes. Seulement, nous ne disposons pas des outils nécessaires pour atteindre nos objectifs; il nous manque la technologie.

Assurer la prospérité de tous au siècle prochain est une responsabilité collective. Cela signifie que les pays les moins avancés et les pays en développement doivent faire tout leur possible pour s'intégrer à l'économie mondiale.

A mon avis, la régionalisation favorisera la mondialisation de l'économie, au lieu de l'entraver.

Or, la coopération dans le cadre de la régionalisation repose sur le commerce. L'OMC doit faire en sorte que les résultats du Cycle d'Uruguay, repris dans l'Accord de Marrakech, soient mis à profit pour consolider l'environnement commercial multilatéral et le rôle du commerce en tant que moteur du développement mondial.

Malgré l'ampleur de la tâche qui nous attend, je pense que nous devrions aujourd'hui joindre nos efforts pour trouver un terrain d'entente, en tenant compte des intérêts de tous les pays Membres, afin de parvenir à un compromis sur les nouvelles questions abordées, et en particulier sur les normes du travail, les marchés publics et l'accord multilatéral sur l'investissement.

Je pense aussi qu'il faudrait fournir aux pays en développement une assistance technique, avec le concours d'autres organisations internationales et régionales, pour qu'ils puissent se conformer aux multiples prescriptions de l'OMC en matière de notification.

Nous accueillons favorablement les demandes d'accession présentées par les pays qui souhaitent devenir Membres de l'OMC, comme le Royaume d'Arabie saoudite, le Sultanat d'Oman ou le Royaume hachémite de Jordanie. Nous espérons qu'ils deviendront Membres de plein droit. Nous espérons aussi que le Secrétariat du Conseil de coopération du Golfe obtiendra le statut d'observateur à l'OMC, comme il l'a demandé.

Cette Conférence est l'expression du caractère universel de nos aspirations individuelles, chacun de nous souhaitant que tout soit fait pour exploiter pleinement, dans l'intérêt de tous les pays, le potentiel de développement présent dans l'environnement commercial de l'après-Cycle d'Uruguay.

Toutefois, il est difficilement concevable que l'on puisse progresser vers une prospérité mondiale durable alors qu'il reste tant à faire sur le front de la paix, notamment au Moyen-Orient. Les problèmes en suspens entraveront notre marche vers la prospérité mondiale tant qu'ils ne seront pas résolus.

Le règlement de ces problèmes peut avoir des retombées considérables pour la paix et, si l'on sait en tirer profit, cela peut nous aider à progresser sur la voie de la prospérité mondiale.

Il appartient à chacun de nous de faire en sorte que cette Conférence consacre l'importance du commerce.

Pour conclure, je voudrais exprimer mes remerciements et ma gratitude au Directeur général de l'OMC ainsi qu'à tous ceux qui n'ont ménagé ni leur temps ni leurs efforts pour faire en sorte que cette importante Conférence soit couronnée de succès.